

[DÉCLARATION OFFICIELLE]

L'ASCAME appelle l'industrie méditerranéenne à adopter la neutralité carbone, face à la nouvelle taxe carbone nécessaire pour maintenir les exportations vers l'UE

Il ne fait aucun doute que **les émissions de gaz à effet de serre sont liées à l'activité industrielle** : la concentration dans l'atmosphère de dioxyde de carbone (CO₂), responsable de près de 65% de l'effet de serre anthropique, a augmenté de 47% depuis 1750.

Si la plupart des pays méditerranéens sont avancés en matière d'énergies renouvelables, ils peuvent bénéficier du nouveau mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne (UE). A condition que tous les acteurs jouent le jeu.

La taxe carbone, qui touche les pays hors de l'UE, est le nouvel outil de l'UE pour essayer d'atteindre son objectif de neutralité climatique en 2050. Mais c'est aussi un moyen de générer de quoi rembourser les milliards d'euros de subventions distribuées pour la relance des économies du vieux continent, asphyxiées par la crise du COVID-19.

Il s'agit d'un mécanisme d'ajustement aux frontières du carbone (MACF), inclus dans le Pacte vert, qui sert de feuille de route à l'exécutif européen. Les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement se sont ainsi mis d'accord, en juillet dernier, sur ce mécanisme visant à **"éviter que les efforts de l'UE pour réduire les émissions ne soient neutralisés par une augmentation des émissions en dehors de l'Union** qui résulterait d'une délocalisation de la production ou d'une augmentation des importations de produits à plus forte intensité de carbone" - comme le souligne le projet de règlement.

Pour l'instant, cela donne une indication assez générale du champ des marchandises concernées par cette mesure, qui devrait être déployée à partir de 2023 : il s'agit pour l'instant de familles de marchandises comme le béton, l'électricité, les engrais, la fonte, le fer, l'acier et l'aluminium. Cette barrière non tarifaire s'applique même aux produits transformés incluant des composants de ces matériaux.... En d'autres termes, **elle concerne presque tous les produits industriels provenant de l'extérieur de l'UE.**

Mesures d'accompagnement

Cette décarbonisation de l'industrie méditerranéenne reste au cœur de la stratégie de développement durable, impliquant tous les acteurs publics et privés. Une vaste campagne pour **faire connaître au grand public l'empreinte carbone des entreprises** sera également lancée.

L'ASCAME demande aux chambres de commerce et d'industrie d'aider les entreprises industrielles, en général, et celles qui exportent vers l'UE, en particulier, **à évaluer leur empreinte carbone**, en quantifiant les émissions de gaz (GES) générées par leurs activités de production de biens ou de services, allant de la consommation d'énergie au traitement des déchets, en passant par le transport.

Cela devrait conduire à la **création d'une certification de l'impact carbone sur la production**, une sorte de norme nationale reconnue au niveau européen. Et, pour financer leurs projets d'efficacité énergétique, les industriels disposent de formules de soutien qui permettent une couverture **totale du coût de l'investissement, ainsi que des primes et des remboursements liés aux investissements d'intégration.**

Les énergies renouvelables

Cette neutralité carbone visée par l'industrie méditerranéenne passe également **par la mise en place d'un marché méditerranéen du carbone**, permettant aux entreprises de compenser leurs émissions. Un nouveau marché financier aux contours qui restent, pour l'instant, encore théoriques.

Tous ces prérequis deviennent incontournables pour obtenir la clé de la poursuite des échanges avec l'UE. **Cette transition énergétique permettra également aux pays méditerranéens de gagner en crédibilité auprès des bailleurs de fonds internationaux.** Par exemple, la Banque mondiale vient d'annoncer son objectif de consacrer 35% des financements, en moyenne, sur son plan d'action 2021-2025, à des projets visant à produire des bénéfices climatiques.

En effet, l'"écologisation" de l'économie mondialisée devient une nécessité.